Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2009

Third Belgian geographers' days

Estimation, origine et composition des revenus des habitants dans les communes wallonnes

Estimation, origin and composition of inhabitants' income in Walloon communes

Xavier May

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/7918>

DOI : 10.4000/belgeo.7918

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 137-152

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Xavier May, « Estimation, origine et composition des revenus des habitants dans les communes wallonnes », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2009, mis en ligne le 21 mai 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/7918> ; DOI : 10.4000/belgeo.7918

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Estimation, origine et composition des revenus des habitants dans les communes wallonnes

Estimation, origin and composition of inhabitants' income in Walloon communes

Xavier May

Introduction

- 1 En général, pour connaître les revenus dont disposent les habitants d'une commune en Belgique, il est fait usage des statistiques fiscales des revenus qui constituent l'unique source disponible à cette échelle territoriale. Cependant, les statistiques fiscales des revenus présentent de nombreuses faiblesses. Elles ignorent les revenus mobiliers¹, certains revenus de transfert (comme les allocations familiales ou les allocations perçues auprès du Centre public d'action sociale), sous-estiment fortement les revenus immobiliers en raison notamment de l'absence de péréquation cadastrale depuis 1975. En effet, le concept de base pour les statistiques fiscales est celui de revenu cadastral : celui-ci est censé représenter le revenu annuel net de l'immeuble, au prix de l'année de référence. Or, la dernière péréquation cadastrale eut lieu en 1975². La forte sous-estimation du revenu cadastral par rapport aux loyers réellement perçus n'est donc pas du tout uniforme dans l'espace ; là où les prix ont fortement augmenté depuis 1975, le revenu cadastral est davantage sous-évalué.
- 2 De plus, les statistiques fiscales ne prennent pas en compte les revenus de nombreux contribuables qui ne sont pas soumis à l'impôt des personnes physiques compte tenu de leurs revenus ou de leurs charges familiales. D'après les estimations de Rademaekers *et al.* (1999), 10,8 % des ménages en Belgique sont ignorés par les statistiques fiscales des revenus pour l'année 1994. Or, même lorsque des habitants d'une commune ont des revenus faibles, il est indispensable de les prendre en compte pour avoir une idée fidèle des revenus présents sur un territoire.

- 3 Afin de remédier à ces lacunes, cet article propose une estimation complète des revenus dont jouissent les habitants des 262 communes wallonnes incluant les revenus du travail, les transferts sociaux et les revenus du patrimoine. Aucune étude n'a procédé à une estimation aussi complète des revenus des personnes par commune en Wallonie.
- 4 De plus, les données que nous avons rassemblées présentent deux avantages supplémentaires. D'une part, elles mettent en lumière la "mobilité" des revenus du travail, c'est-à-dire d'où les habitants de chaque commune de Wallonie tirent leurs revenus du travail. Ce travail de spatialisation des revenus du travail n'a jamais été réalisé auparavant, et ce, pour la simple raison que le lien entre le lieu de travail et le lieu de domicile des travailleurs n'est jusqu'à présent pas disponible auprès des organismes responsables de la gestion de la sécurité sociale. La géographie des flux de revenus du travail a été estimée au moyen des informations contenues de l'"Enquête socio-économique générale 2001", c'est pourquoi toutes les résultats présentés dans cet article sont relatifs à l'année 2001. D'autre part, tous les revenus étudiés ici sont des revenus nets ou après impôts. Ceci signifie que, pour chaque type de revenus, les impôts à payer sur ces revenus (comme par exemple le précompte professionnel, le précompte mobilier, le précompte immobilier...) ont été soustraits lorsqu'il y avait lieu. Cette approche permet de mieux cerner les revenus dont les habitants des communes wallonnes disposent effectivement.
- 5 Cet article s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une recherche menée pour la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) destinée à estimer l'impact d'une fermeture d'entreprise sur les revenus des habitants et sur les recettes communales en Wallonie³.
- 6 Après un exposé succinct de la méthodologie, les revenus nets par commune sont présentés sous forme de carte et comparés aux revenus totaux imposables (des statistiques fiscales). Ensuite, deux typologies portant sur les revenus nets dans les communes wallonnes sont exposées : la première porte sur la composition des revenus des habitants et la deuxième examine de quelle distance proviennent les revenus du travail des habitants de chacune des 262 communes de Wallonie.

Données

- 7 Les données exploitées dans cet article sont relatives à l'année 2001 (en raison de l'utilisation de l'"Enquête socio-économique générale 2001") et constituent le fruit d'un important travail de collecte et d'analyse des différentes statistiques existantes en matière de revenus des personnes. Malgré le fait que les données ne soient pas très récentes, il y n'y a pas de raison de penser sur le plan géographique que les choses se soient modifiées de manière substantielle ces dernières années. Les conclusions tirées dans cet article restent donc en principe valables.
- 8 L'estimation des revenus nets des habitants inclut les revenus échangés avec Bruxelles et la Flandre et les revenus importés des 4 pays limitrophes (tant pour le travail que pour les transferts et le patrimoine).

Les revenus du travail

- 9 Les revenus des salariés affiliés à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS) ont été estimés sur base des statistiques ONSS par entreprise (statistique centralisée) qui nous ont permis de dresser une grille de 895 salaires moyens qui sont fonction du statut (ouvrier, employé ou fonctionnaire statutaire), du sexe et du secteur d'activité des salariés (NACE 3). Grâce aux statistiques de l'ONSS au lieu de résidence, nous connaissons le statut socioprofessionnel, le sexe et le secteur d'activité au niveau NACE-3 des travailleurs domiciliés dans chaque commune. En multipliant les revenus moyens par le nombre de travailleurs correspondant au lieu de résidence, nous obtenons les revenus des travailleurs affiliés à l'ONSS et domiciliés dans une commune de Belgique.
- 10 Pour les revenus des salariés affiliés à l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales (ONSSAPL), cet organisme nous a fourni par commune de domicile les revenus par poste de travail, le statut des salariés (statutaires ou contractuels) et leur secteur d'activité.
- 11 Les revenus des indépendants sont estimés sur base des statistique de l'Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants (INASTI). Ont été pris en compte les indépendants et les aidants à titre principal selon une répartition géographique par commune et selon la nomenclature des professions INASTI. Nous avons considéré que la commune fournie par l'INASTI correspond au domicile de l'indépendant .
- 12 Pour ces trois catégories de travailleurs, les revenus bruts ont été augmentés des éventuels éléments non inclus dans les statistiques (les pécules de vacances des salariés). Ensuite, les cotisations sociales et une estimation du précompte professionnel⁴ ont été soustraites afin d'obtenir le revenu net au lieu de domicile et ce séparément pour les salariés et pour les indépendants. Enfin, l'“Enquête socio-économique générale 2001” a été exploitée pour établir le lien entre le domicile et le lieu de travail des indépendants et des salariés selon leur secteur d'activité ; ce qui a notamment permis de déterminer les flux de revenus du travail entrants dans une commune. Pour rappel, le grand avantage d'exploiter les données ONSS, ONSSAPL et INASTI par rapport aux statistiques fiscales est que ces dernières ne portent que sur les revenus enrôlés. Or, de nombreux contribuables, non soumis à l'impôt compte tenu de leurs revenus ou de leurs charges familiales, n'apparaissent pas dans la statistique fiscale.
- 13 Les travailleurs frontaliers sortants sont localisés sur base de l'“Enquête socio-économique générale 2001”. Nous leur attribuons une rémunération en fonction de leur secteur d'activité et du différentiel de salaire net existant entre la Belgique et le pays limitrophe concerné.

Les revenus de transfert

- 14 Les revenus de transfert comprennent les pensions, les prestations familiales (qui incluent les primes de naissance et les allocations familiales), les allocations distribuées par l'Office National de l'Emploi (ONEM) et par les Centres Publics d'Action Sociale (CPAS). Pour chacune des 4 catégories de revenus de transfert, les données ont été collectées directement auprès des organismes payeurs (qui sont nombreux pour les pensions et les prestations familiales car il n'existe pas d'organisme centralisant l'information). La

grande majorité de ces montants est quantifiée précisément par commune quand les organismes payeurs disposent de cette information.

- 15 Cependant, il a parfois été nécessaire de recourir à des estimations comme, par exemple, dans le cas des prestations familiales et des transferts reçus des pays limitrophes pour lesquels les chiffres par commune n'existent pas.
- 16 Pour les prestations familiales, celles-ci ont été attribuées au moyen de l'“Enquête socio-économique générale 2001” qui est basée sur le registre national. Les primes de naissance ont été attribuées par ménage sur base des naissances sur les 6 premiers mois de l'année (le montant est ensuite multiplié par 2) selon la composition des ménages (présence ou non d'un autre enfant dans le ménage, ce qui détermine le montant de la prime de naissance). Les allocations familiales sont d'abord estimées par ménage (en fonction de la composition de celui-ci) et en fonction du statut du chef de ménage (indépendant ou salarié). Ensuite, ces prestations familiales par ménage sont sommées par commune.
- 17 Les transferts reçus des pays limitrophes ont également été ventilés par commune au moyen de l'“Enquête socio-économique générale 2001”.
- 18 Dans la plupart des cas, les organismes payeurs connaissent les montants bruts et nets. Lorsque ceux-ci ignoraient les montants nets, une estimation des impôts à payer a été réalisée.

Les revenus du patrimoine

- 19 Les revenus mobiliers et immobiliers (les revenus du patrimoine) ont également été quantifiés de manière distincte et sont basés sur des données fournies par la Banque Nationale de Belgique (BNB). Celles-ci ont été désagrégées à l'échelle des communes au moyen de clés de répartition.
- 20 Pour les revenus immobiliers, les données par arrondissement de la BNB sont ventilées à l'échelle des communes au moyen des statistiques fiscales sur les revenus immobiliers. Les statistiques fournies par la BNB sont des estimations à l'échelle des arrondissements réalisées au moyen d'une méthodologie permettant de corriger les biais existants dans d'autres sources. En outre, les chiffres de la BNB sont le résultat d'une répartition des revenus immobiliers en fonction du lieu de domicile du propriétaire et non de la localisation du bien.
- 21 Pour les revenus mobiliers, une étude réalisée par Rademaekers et Vuchelen (1999) a estimé la distribution du patrimoine des ménages par décile (voire par centile pour le dixième décile). Sur cette base, les revenus mobiliers estimés par la BNB pour la Belgique sont ventilés pour chaque commune en fonction du nombre d'habitants qu'elle héberge appartenant à chacun des déciles (centiles) de revenu total net imposable des statistiques fiscales de revenus.
- 22 Les revenus nets du patrimoine sont obtenus après déduction du précompte mobilier, du précompte immobilier et d'une estimation des impôts sur les personnes physiques dus sur le revenu cadastral des logements mis en location.

Qualité des estimations

23 La méthodologie permettant d'estimer les différentes variables qui sont exploitées dans cet article semble produire de très bons résultats. Cependant, certaines réserves doivent être émises :

- Les revenus du travail des salariés affiliés à l'ONSS sont légèrement sous-évalués dans le Brabant wallon (communes les plus proches de Bruxelles dont les revenus par habitant sont élevés). En effet, les revenus du travail estimés par secteur d'activité sont des moyennes nationales ; or, les personnes qui résident dans le Brabant wallon occupent souvent des emplois mieux rémunérés que la moyenne de leur secteur. Cette sous-estimation n'a en principe pas d'incidence sur la géographie de la provenance des revenus.
- La difficulté de connaître les revenus des frontaliers travaillant à l'étranger nous a obligé à estimer leurs revenus de manière moins précise.
- La qualité plus faible de l'«Enquête socio-économique générale 2001» par rapport aux recensements précédents permet une précision moindre dans l'estimation de la provenance des revenus du travail.
- L'estimation des revenus mobiliers est toujours délicate en raison de l'absence de statistiques dans ce domaine et de la fraude. Il est vraisemblable que les estimations présentées ici sous-évaluent les revenus mobiliers et l'inégalité de leur répartition géographique. En outre, les données fournies par la BNB concernent uniquement les revenus mobiliers et immobiliers courants. Or, le rendement d'un actif financier ou d'un immeuble comporte une part de gain en capital, soit effective s'il y a eu réalisation en cours d'année, soit implicite si elle résulte simplement de la variation du prix d'un actif toujours détenu par l'épargnant.

Les revenus nets par commune

24 La carte ci-dessous illustre la somme des revenus totaux nets (ou après impôts) par habitant incluant les revenus du travail, de transfert et du patrimoine. Afin de mettre en évidence la différence entre nos estimations et les revenus répertoriés dans les statistiques fiscales, nous avons ajouté dans le coin inférieur gauche le rapport entre ces deux séries. Ces dernières sont néanmoins de nature assez différentes : les revenus imposables ne comprennent que les catégories de revenus qui sont soumises à l'impôt des personnes physiques et avant le prélèvement de celui-ci tandis que les revenus totaux nets comprennent tous les types de revenus après déduction des impôts afférents (en ce compris les ménages non enrôlés et les revenus mobiliers).

25 Notre estimation des revenus totaux nets diffère le plus des statistiques fiscales le long des frontières luxembourgeoise et allemande : dans 7 communes les revenus totaux nets sont de 38 % à 69 % supérieurs aux montants repris dans les statistiques fiscales. Cette différence s'explique notamment par une absence de prise en compte des revenus du travail des frontaliers sortants en 2001 par les statistiques fiscales.

26 Les communes aisées du nord de la Région wallonne ont des revenus imposables et des revenus nets qui sont comparables. Par contre, dans un grand nombre de communes, et plus particulièrement dans l'Entre-Sambre-et-Meuse et les communes le long de la frontière française, les revenus totaux nets sont supérieurs aux revenus totaux

imposables parce que les habitants bénéficient d'importants revenus de transfert et qu'un grand nombre de ménages ne sont pas enrôlés en raison de la faiblesse de leur revenus.

Figure 1. Revenus totaux nets par habitant (2001).

Typologies des revenus dans les communes wallonnes

- 27 Les deux typologies présentées dans cet article ont pour but de résumer les informations contenues dans la base de données que nous avons élaborées. Elles ont toutes deux été réalisées en deux étapes. Dans un premier temps, les données sont synthétisées au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP). Dans un deuxième temps, une analyse ascendante hiérarchique avec la méthode de Ward (le critère de distance étant le carré des distances euclidiennes) est effectuée sur base des facteurs de l'ACP. L'examen du dendrogramme permet de déterminer le nombre de types qui semble le plus pertinent.

Composition des revenus nets des habitants par commune

- 28 Cette typologie analyse la composition du revenu total net des habitants qui est désagrégé en 8 variables : les revenus nets du travail gagnés dans la commune de domicile, les revenus nets du travail importés (de l'extérieur de la commune), les pensions nettes, les prestations ONEM nettes, les prestations familiales, les prestations CPAS, les revenus mobiliers nets et les revenus immobiliers nets. La somme de ces variables est égale à 1 pour chacune des 262 observations.
- 29 Les données sont une première fois simplifiées au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) dont nous retenons les 3 premiers facteurs (les seuls qui ont une valeur propre supérieure à 1) qui expliquent 78 % de la variance totale des données. Sur base de

ces facteurs, une typologie à 10 classes est retenue. Celles-ci sont regroupées en 5 catégories.

Figure 2. Typologie sur la composition des revenus des habitants (2001).

Les communes dont les habitants profitent de l'activité économique locale

- 30 Les habitants des communes du type 1 et 2 gagnent une part importante de leurs revenus du travail localement et en importent comparativement peu d'autres communes. Les

revenus du patrimoine se situent sous la moyenne régionale. Le type 1 correspond à des communes ayant un profil rural. La part occupée par les transferts sociaux dans les revenus totaux nets est dans la moyenne régionale. Le type 2 correspond à des communes dont la part des revenus du travail importés est moins élevée que celles de type 1, ce qui est compensé par une part des pensions plus élevée dans les revenus. Le type 2 comprend non seulement des communes rurales mais aussi des villes comme Namur, Tournai ou Eupen qui sont d'importants pôles de production de revenus.

Le sillon wallon

- 31 Les communes du type 3 et 4 sont pour l'essentiel des communes appartenant au sillon wallon qui est une zone avec un taux de chômage important, des revenus faibles et un passé industriel lié au secteur houiller et métallurgique. Leurs habitants ont une proportion de leurs revenus gagnée grâce au travail qui est plus faible que la moyenne régionale, et à l'inverse une part plus importante de prestations sociales. Le type 3 comprend uniquement des centres urbains (Mons, La Louvière, Charleroi, Huy, Liège et Verviers) dans lesquels les revenus du travail gagnés dans la commune de domicile sont supérieurs à ceux importés de l'extérieur. Les communes du type 4 sont presque toutes des communes situées en périphérie des communes appartenant au type 3. Les communes du type 4 sont celles qui ont un profil de revenu le moins favorable : les habitants ont des revenus qui sont davantage composés de transferts sociaux au détriment des revenus du patrimoine et du travail.

Les communes avec de hauts revenus du patrimoine

- 32 Les types 5 et 6 regroupent des communes où les revenus du patrimoine jouent un rôle très important dans la composition des revenus totaux nets des habitants ; les revenus de transfert et les revenus du travail occupant de ce fait une place inférieure à celle constatée dans la moyenne régionale. Il s'agit de communes périurbaines aisées (périphérie proche) qui importent une part très importante de leurs revenus du travail de Bruxelles, Liège ou Charleroi. Dans les communes du type 6, la part des revenus du patrimoine est moins élevée que pour le type 5 et la part des revenus du travail est proportionnellement plus importante. Pour rappel, ceci ne signifie pas que les habitants des communes du type 5 et 6 bénéficient de faibles revenus du travail en absolu (les taux de chômage sont faibles dans ces communes) mais plutôt que les revenus du patrimoine sont tellement élevés que cela diminue la part occupée par les autres catégories de revenus.
- 33 Les communes proches du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'Allemagne dont les habitants ont également de hauts revenus n'appartiennent pas à cette catégorie. Ceci s'explique vraisemblablement par le fait que la prospérité de ces régions est historiquement récente (le nombre de travailleurs transfrontaliers a connu une forte croissance ces dernières décennies) et n'a donc pas encore permis une accumulation de patrimoine suffisante que pour générer d'importants revenus.

Les communes rurales avec beaucoup de revenus du travail et peu du patrimoine

- 34 Les types 7 et 8 regroupent des communes rurales ou faiblement urbanisées (à l'exception d'Arlon) où la part des revenus du travail dans le total des revenus nets est supérieure à la

moyenne régionale. Ces communes sont uniquement présentes dans la moitié est de la Wallonie. Les habitants des communes du type 7 tirent une part plus importante de leurs revenus de l'activité locale que ceux du type 8. En revanche, les communes du type 8 captent l'essentiel de leurs revenus du travail à l'extérieur de la commune de domicile (plus de 45 %) et sont également caractérisées par une faible part de revenus du patrimoine et de transferts sociaux.

Les communes résidentielles

- 35 Les communes du type 9 et 10 sont les plus nombreuses (plus d'une centaine en tout). Il s'agit des communes résidentielles se situant généralement dans la grande périphérie des villes et abritant un nombre important de navetteurs qui se déplacent vers les centres urbains pour travailler. L'activité économique locale fournit une faible part de leurs revenus aux habitants. Les communes du type 9 ont un profil de commune "dortoir" avec des habitants qui touchent une très faible part de leurs revenus du travail dans leur commune de domicile. La part de leurs revenus qui provient du patrimoine est assez importante. Les habitants jouissent de revenus élevés (comme on peut le voir sur la carte des revenus totaux nets par habitant) mais moindre que ceux des communes de type 5 et 6. Dans les communes du type 10, les habitants connaissent une situation moins favorable (que celle du type 9) : la part de leurs revenus du patrimoine est inférieure à la moyenne régionale et supérieure pour les transferts sociaux.
- 36 En résumé, les revenus nets du travail procurent environ 50 % des revenus nets totaux en Wallonie, les transferts sociaux 27 % et le patrimoine près de 24 %. L'essentiel des revenus du patrimoine est composé de revenus mobiliers (approximativement dans un rapport de 1 à 8 avec les revenus immobiliers). Notre typologie de la composition des revenus des habitants ne classe pas la ville de Namur dans la même catégorie que les autres grandes villes wallonnes, ce qui illustre sa spécificité. En outre, il est a priori étonnant de constater combien les villes de Wallonie, que ce soit Namur ou les communes du type 3, sont également d'importantes importatrices de revenus du travail. En effet, même si on fusionnait les communes de Liège, Herstal et Seraing, 1/3 des revenus du travail serait encore importé d'autres communes (pour 2/3 provenant d'une des 3 communes précitées). A Charleroi, Namur, Mons et Verviers, la proportion de revenus importés par rapport au total des revenus du travail est encore plus élevée.

Provenance des revenus nets du travail

- 37 Comme déjà évoqué, nous avons estimé de quelles entités les habitants de chacune des 262 communes wallonnes tirent leurs revenus nets du travail. 262 cartes illustrant ces informations⁵ peuvent être produites ; elles sont très instructives mais difficiles à analyser en raison de leur nombre. Une typologie destinée à les synthétiser a dès lors été élaborée. Celle-ci se concentre uniquement sur les revenus du travail (contrairement à la précédente) et examine la distance que les habitants d'une commune parcourent en moyenne pour se procurer leurs revenus du travail. Ces derniers sont décomposés en 6 variables : la part des revenus du travail gagnée dans la commune de domicile, les revenus gagnés à moins de 20 km (excepté la commune de domicile), les revenus gagnés de 20 à 40 km, les revenus gagnés de 40 à 60 km, les revenus gagnés à plus de 60 km et les revenus captés hors de Wallonie (c'est-à-dire à Bruxelles, en Flandre ou dans les pays

limitrophes) pour lesquels aucune distance n'a été calculée. La somme de ces variables vaut 1 pour chacune des observations (262 en tout).

- 38 Les distances entre communes sont estimées sur base du centre de gravité des communes. Le choix de considérer des intervalles de 20 km est arbitraire. Néanmoins, la même typologie a été essayée avec des intervalles de 15 km. Les résultats sont similaires et semblent moins pertinents.
- 39 Avant d'effectuer la classification hiérarchique ascendante, les données ont été simplifiées au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) dont nous retenons les 3 premiers facteurs (les seuls qui ont une valeur propre supérieure à 1) qui expliquent 77 % de la variance totale des données. Sur base de ces facteurs, une typologie à 8 classes est retenue. Celles-ci sont regroupées en 4 catégories.

Figure 3. Typologie sur la provenance des revenus du travail (2001).

Les communes dont les habitants se déplacent loin pour travailler

- 40 Le type 1 regroupe les communes dont les habitants se déplacent loin (essentiellement en Wallonie) pour capter des revenus du travail. 30 % des revenus du travail proviennent de moins de 20 km, 30 % d'une distance comprise entre 20 et 40 km et seulement 20 % de l'activité locale. Il s'agit de communes résidentielles situées à une grande distance des centres urbains et dont les habitants tirent leurs revenus du travail d'un grand nombre de communes différentes.

Les communes dont l'activité locale assure beaucoup de revenus aux habitants

- 41 Les types 2 et 3 correspondent aux communes où la part la plus importante des revenus du travail des habitants provient de la commune de domicile. Le type 2 regroupe des communes à caractère plutôt rural (à l'exception de Huy). Les habitants tirent 35 % de leurs revenus de l'activité locale et 45 % de communes situées à moins de 40 km. Le type 3 comprend non seulement des communes rurales mais également tous les centres urbains et presque toutes les communes qui sont exportatrices nettes de revenus du travail en Wallonie. 50 % des revenus du travail des habitants proviennent de la commune de domicile et 30 % sont captés à moins de 40 km.

Les communes dont beaucoup de revenus ne proviennent pas de Wallonie

- 42 Les types 4, 5 et 6 rassemblent les communes dont les habitants gagnent une part conséquente de leurs revenus du travail à l'extérieur de la Wallonie (plus de 30 % des revenus totaux). Le type 5 regroupe les communes les plus dépendantes d'une source de revenus extérieure (56 % en moyenne). 16 % des revenus du travail sont gagnés localement et relativement peu de revenus proviennent des communes situées à moins de

20 km (22 %). Les communes du type 4 sont des communes généralement plus éloignées du pôle de revenu (extérieur à la Région) dont elles tirent encore 37 % de leurs revenus. L'activité économique locale fournit une faible part de leurs revenus aux habitants (18 %) mais les communes wallonnes à moins de 40 km fournissent elles 40 % des revenus. Les communes du type 6 tirent une part non négligeable de leurs revenus de l'extérieur de la Région (33 %) mais l'activité économique locale joue un rôle majeur en assurant près de 40 % de leurs revenus du travail aux habitants.

Les communes dont les habitants travaillent à proximité

- 43 Les communes du type 7 et 8 ont comme caractéristique principale que leurs habitants se procurent la majeure partie de leurs revenus dans les communes environnantes, c'est-à-dire à moins de 20 km de chez eux. En revanche, les habitants tirent une faible part de leurs revenus de l'activité économique présente dans leur commune (une vingtaine de pourcents environ). Les habitants des communes du type 7 (uniquement présentes autour de Liège) gagnent en moyenne 70 % de leurs revenus du travail à moins de 20 km de leur commune de domicile. Les habitants se déplacent donc peu pour travailler. Le type 8 regroupe un très grand nombre de communes (87) dont les habitants tirent une part importante de leurs revenus du travail (50 %) de communes situées à moins de 20 km. 10 % sont issus des communes situées entre 20 et 40 km et l'extérieur de la région procure 14 % des revenus du travail.
- 44 En conséquence, la périphérie de Liège semble très particulière car la ville est entourée de communes d'un type qui ne se rencontre pas ailleurs en Wallonie. En effet, comme il y a davantage d'activités économiques dans les communes de la région liégeoise (par rapport aux alentours de Charleroi, Namur ou Mons), les habitants des 24 communes qui font partie du type 7 se déplacent sur de plus courtes distances et tirent en moyenne plus de 85 % de leurs revenus du travail de leur commune de domicile ou d'une commune située à moins de 20 km.
- 45 Cette typologie met également en évidence l'importance de Bruxelles comme fournisseur de revenus pour un grand nombre de communes wallonnes (Bruxelles assure 12 % du total des revenus nets du travail des Wallons). Même à Gembloux, Soignies ou La Louvière qui sont contigües d'une grande ville wallonne (respectivement Namur et Mons), l'importance de Bruxelles est prépondérante en termes de fourniture de revenus du travail. De même, le Grand-Duché de Luxembourg, qui fournit 3,3 % du total des revenus du travail des Wallons, étend son influence sur un grand nombre de communes. En comparaison, le rôle joué par Arlon dans la fourniture de revenus du travail est mineur : si on prend en compte les frontaliers qui se déplacent au Grand-Duché de Luxembourg, Arlon est un importateur de revenus nets du travail et non un exportateur.
- 46 Cependant, il est utile de préciser que les résultats de cette typologie pourraient laisser penser que peu de revenus du travail sont gagnés à plus de 40 km du domicile. Toutefois, il ne faut pas négliger qu'une part importante des revenus du travail des Wallons est importée de l'extérieur de la Région et que les personnes qui effectuent ces navettes parcourent souvent de longues distances.

Conclusions

- 47 Cet article est basé sur la première étude visant à quantifier par commune les différents revenus nets (ou après impôt) dont bénéficient les habitants. Les chiffres obtenus sont le résultat d'un important travail de collecte et d'estimation de données quand elles ne sont pas disponibles à l'échelle des communes. Les revenus estimés des habitants de certaines communes frontalières peuvent s'écarter sensiblement des chiffres fournis par les statistiques fiscales des revenus.
- 48 L'«Enquête socio-économique générale 2001» a été utilisée pour déterminer l'origine des revenus du travail des habitants des communes de Wallonie. À terme, la déclaration multifonctionnelle mise en place par l'ONSS et l'ONSSAPL devrait permettre de faire le lien entre le lieu de domicile et le lieu de travail des salariés sur une base annuelle. Néanmoins, la déclaration multifonctionnelle ne résoudra pas tous les problèmes car il n'existera toujours aucune information concernant les navettes des indépendants ou celles des frontaliers qui travaillent à l'étranger.
- 49 Grâce aux données rassemblées, nous avons élaboré deux typologies : l'une sur la composition des revenus totaux nets et l'autre sur les distances parcourues en moyenne par les Wallons pour se procurer leurs revenus du travail. Ces deux typologies aident à mieux comprendre la géographie et la structure des revenus en Wallonie. Elles permettent d'objectiver des phénomènes pressentis et de dresser de nouveaux constats. Par exemple, il est surprenant de constater que la fourniture de revenus dans les villes et dans certaines communes rurales ne semble pas très différente : les villes importent autant de revenus que certaines communes rurales. De même, en matière de mobilité des travailleurs, la deuxième typologie présente de manière synthétique une information utile pour définir une politique cohérente de transports publics.

Source des données

variables	sources	méthode de calcul
1. salaires salariés affiliés à l'ONSS	ONSS	Masse salariale nationale répartie par secteur NACE 3, par statut professionnel (ouvrier, employé ou fonctionnaire) et par sexe divisée par le nombre de personnes comprises dans chacune de ces catégories. Sur cette base, nous travaillons avec 895 salaires moyens différents pour estimer les revenus du travail au domicile.
salariés affiliés à l'ONSSAPL salariés travaillant à l'étranger	ONSSAPL Enquête socio-économique générale 2001, EUROSTAT	Données individuelles au domicile. Estimation d'un salaire moyen par commune de résidence et par secteur d'activité (17 secteurs différents) corrigé par un indice EUROSTAT de comparaison des gains nets moyens par pays.
2. revenus des indépendants	INASTI	Revenus répartis par commune, par code profession INASTI et par type d'indépendant (indépendant ou aidant à titre principal) divisés par le nombre de personnes concernées. Les revenus de 2001 correspondent à l'année de dénombrement 2004 auprès de l'INASTI. Les indépendants qui travaillent à titre complémentaire n'ont pas été pris en compte.
indépendants travaillant à l'étranger	Enquête socio-économique générale 2001, EUROSTAT	Estimation d'un revenu moyen par commune de résidence et par secteur d'activité (17 secteurs différents) corrigé par un indice EUROSTAT de comparaison des gains nets moyens par pays.
3. prestations familiales	ONAFTS, SCDF, ONSSAPL, INASTI	Les primes de naissance ont été réparties au prorata du nombre de naissance par commune en prenant en compte une prime plus élevée pour le premier enfant d'un ménage. Les allocations familiales ont été attribuées par ménage de manière différenciée pour les indépendants et les salariés en tenant compte du nombre d'enfants dans le ménage.
4. prestations ONEM	ONEM, Syndicat	Montant par commune.
5. prestations CPAS	Ministère de l'Intégration sociale	Montant par commune.
6. pensions	ONP, SDPSP, OSSOM et quelques organismes particuliers.	Montant par commune. La somme versée en Belgique par chacun des pays limitrophes a été répartie par commune sur base des travailleurs frontaliers du recensement de 1981, de même pour le montant de la SNCB.
7. revenus mobiliers	BNB, statistiques fiscales des revenus	Désagrégation de la donnée nationale des "revenus de la propriété" dans les comptes des revenus des ménages (fourni par la BNB) au moyen de la distribution du revenu total net imposable par commune repris dans les statistiques fiscales des revenus et d'une étude de Rademaekers et Vuchelen (1999).
8. revenus immobiliers	BNB, statistiques fiscales des revenus	Désagrégation de la donnée par arrondissement "produit de la location de bâtiments" dans les comptes des revenus des ménages (fournie par la BNB) au niveau des communes au moyen du revenu cadastral repris dans les statistiques fiscales des revenus.

BIBLIOGRAPHIE

DESSOY A. (2007), *Typologie "socioéconomique" des communes*, Etude Dexia Banque, Finances locales, Dexia.

DE WASSEIGE Y. (1998), "Le développement des arrondissements wallons. Essai d'analyse comparée", *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1624, Bruxelles.

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (2003), *Niveau de vie : Statistique fiscale des revenus, Exercice 2002 – Revenus de 2001*, SPF Economie, Bruxelles.

MAY X., FONTAINE P., VANDERMOTTEN C. (2008), "Les revenus nets des personnes et leur géographie dans les communes wallonnes", *Territoire(s) wallon(s)*, 2, Conférence Permanente du Développement Territorial, pp. 71-86.

MEULEMANS B., MARANNES F. (1993), "La répartition des revenus du patrimoine : une étude socio-économique des ménages belges en 1988", *Cahiers Economiques de Bruxelles*, 137, 1^{er} trimestre, Bruxelles.

RADEMAEKERS K., VUCHELEN J. (1999), "De verdeling van het Belgisch gezinsvermogen", *Cahiers Economiques de Bruxelles*, 164, 4^e trimestre, pp. 375-429.

VALENDUC C. (1991), "Distribution et redistribution des revenus dans les années 80", *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1320, Bruxelles.

VANDERMOTTEN C., STRALE M., ROELANDTS M. (2008), "Développement économique communal et articulation des échelles territoriales", *Territoire(s) wallon(s)*, hors série, août, Conférence Permanente du Développement Territorial, pp. 63-68.

NOTES

1. Sauf dans de rares cas où des personnes à très bas revenus imposables ont intérêt à mentionner leurs revenus mobiliers dans leur déclaration à l'impôt des personnes physiques.
2. Depuis 1990, les revenus cadastraux sont indexés sur une base nationale (l'indice appliqué est partout le même). Il n'y a donc pas de prise en compte de l'évolution différenciée du prix des logements dans les différentes communes de Belgique.
3. Cette recherche a pour intitulé "Activités économiques et intérêt local : mesure des flux économiques". Plus de renseignements sont disponibles sur le site <http://cpdt.wallonie.be>
4. Le précompte professionnel est estimé en faisant l'hypothèse que toutes les personnes sont isolées avec un enfant à charge, ce qui correspond à un barème intermédiaire d'impôts.
5. Ces 262 cartes sont reproduites individuellement dans des fiches communales qui peuvent être téléchargées à partir de l'adresse suivante : http://cpdt.wallonie.be/?id_page=75

RÉSUMÉS

Les statistiques fiscales belges des revenus sont généralement utilisées pour étudier les revenus des habitants à l'échelle des communes. Cependant, celles-ci sont tributaires de la législation fiscale et fort éloignées de la notion économique de revenu. Nous proposons donc une estimation des revenus nets (ou après impôts) dont disposent les habitants de chacune des 262 communes de Wallonie pour l'année 2001 incluant les revenus du travail, du patrimoine et les transferts sociaux. La base de données ainsi constituée est tant le résultat d'un important travail de collecte de statistiques que le fruit d'estimations lorsque les données n'existent pas à l'échelle des communes. De plus, les informations contenues dans le recensement de 2001 ont été exploitées pour estimer d'où (de quelles communes) les habitants d'une commune tirent leurs revenus du travail. Sur cette base, deux typologies ont été élaborées : une première concerne la composition des revenus des habitants dans les communes et la seconde la distance parcourue par les habitants d'une commune pour gagner leurs revenus du travail.

Belgian statistics on income, generally used to study inhabitants' income at commune level, depend on tax legislation and are far from the economic notion of income. We therefore propose an estimate of the net (after-tax) income available for the inhabitants of each of the 262 communes of Wallonia for the year 2001, including labour and property income as well as social transfers. Our database is the result of considerable effort to collect statistics and of estimates

whenever data are lacking at commune level. In addition, we used the data from the 2001 census to assess which communes the inhabitants of a commune get their labour income from. On this basis two typologies have been developed: the first concerns the inhabitants' income composition in the communes, the second the distance travelled by the inhabitants of a commune to earn this income.

INDEX

Mots-clés : revenus nets, commune, revenus du patrimoine, revenus du travail, transferts sociaux, typologie, composition des revenus, provenance des revenus

Keywords : net income, property income, labour income, social transfers, typology, income composition, origin of income

AUTEUR

XAVIER MAY

Université Libre de Bruxelles, xavier.may@ulb.ac.be